

*Mini-
manifeste*

Conseil national du Mouvement Utopia

4 juillet 2020 – à distance

Table des matières

Programme	4
Séquence 1 - Bilans	6
Bilan financier prévisionnel 2020	6
Bilan militant – 1 ^{er} semestre 2020	7
Tribunes, pétitions et campagnes	7
Conférences organisées.....	8
Événements organisés.....	9
Mobilisation du Mouvement Utopia	9
Editions Utopia	10
A propos du mini-manifeste, lettre du Burkina-Faso	11
Hommage à Guy Bedos	12
Un peu de lecture !	14
Dominique Bourg : « Il faut sortir de nos modes de vie consuméristes »	14
Edgar Morin: « Nous devons vivre avec l'incertitude »	18
Alain Damasio: Coronavigation en air trouble : petite politique de la peur	20
Donna J. Haraway invite à créer de nouveaux « liens de parenté » avec les non-humains comme avec les humains. Et appelle à la fin d'un capitalisme destructeur.	23
Le Covid-19, une maladie de l'anthropocène qui nécessite une approche de « santé globale » reposant sur la biodiversité.....	28

Programme

SAMEDI 4 JUILLET

13:30 - 14:30 - SÉQUENCE 1

- Présentation du nouveau grand projet du Mouvement : la réécriture du Manifeste Utopia.

Présentation des différents axes :

- La matrice écologique
- Les communs comme nouvelle voie
- Déconstruire les principales aliénations
- Les 7 piliers du Mouvement Utopia :
 - la nature et le vivant,
 - l'accès universel aux droits fondamentaux,
 - la souveraineté alimentaire,
 - les migrations, vers la liberté de circulation et d'installation,
 - le féminisme,
 - nouveaux espaces de démocratie,
 - l'économie de l'émancipation.
- Votes sur notre quitus financier et notre bilan d'activité 2019.

SAMEDI 4 JUILLET SUITE

14:30 - 16:00 - SÉQUENCE 2

- **INTERVENTION DE DOMINIQUE BOURG**

« Pour une écologie de combat, les 35 propositions de son livre Retour sur terre et les réflexions sur la convention citoyenne comme révélatrice de la crise ».

16:15 - FIN DU CONSEIL NATIONAL

Séquence 1 - Bilans

Bilan financier prévisionnel 2020

BUDGET PREVISIONNEL 2020			
DEPENSES	Prévues	RECETTES	Prévues
Pôle Chantiers du Buen Vivir			
PB_D1 Convention Tripartite		PR_R1 Convention Tripartite	
Ressources Humaines	50 600 €	Aide activité partielle	60 000 €
Gestion, Administration	3 000 €		
Frais de mission	1 900 €		
Fearless			
Ressources Humaines	4 300 €		
Frais de mission	280 €		
Location poste de travail	580 €		
Actions	500 €		
	61 160 €		60 000 €
Pôle Education Populaire			
PE_D1 Conférences Paris		PE_R1 Dons Conférence	
Permanents	7 200 €		
Montage	1 440 €		
Location salles			
Déplacement Intervenants	500 €		
PE_D2 Conférences Région	250 €		
Festival de cinéma Paris	200 €		
PE_D3 Festival de cinéma Région	100 €		
PE_D4 Editions Utopia	2 000 €	PE_R5 Subvention Un Monde par Tous	2 000 €
PE_D5 Autres actions			
	11 690 €		2 000 €
Pôle Partenariat - Reliance			
PP_D1 OCU	5 000 €	PP_R1 Subvention CCFD fléchée OCU	5 000 €
PP_D2 Municipalisme		PP_R2 Subvention FPH dédiée	35 000 €
Ressources humaines	30 830 €		
Location poste de travail	2 200 €		
Consultants Seniors	1 500 €		
Frais administratifs	1 500 €		
Frais de mission	1 900 €		
Actions Municipalisme	500 €		
PP_D4 Soutien pôle monde	500 €		
PP_D5 Autres actions			
	43 930 €		40 000 €
Pôle Vie interne Communication			
PC_D1 Création Accessoires	1 000 €	PC_R1 Subvention	
Badges, banderoles, tracts, ...			
PC_D2 Plaquette (Utopia en bref)	1 500 €		
PC_D4 Journal + Affranchissement	2 000 €		
PC_D5 2ème envoi + Affranchissement	2 000 €		
PC_D6 Publications			
Autres actions			
	6 500 €		0 €
Pôle Vie interne Organisation			
PO_D1 Entretien, petit matériel		PO_R1 Adhésions	26 000 €
PO_D2 Fournitures Bureau	400 €	PO_R20 Dons à l'association	1 500 €
PO_D3 Location Poste de travail ou Local	6 000 €	PO_R21 Dons participatifs	1 500 €
PO_D4 Assurances	550 €	PO_R22 Dons déplacements BN	
PO_D5 Bureaux nationaux	10 000 €	PO_R41 Participations Bureaux Nationaux	8 000 €
PO_D6 Conseil national	5 000 €	PO_R42 Participations Conseils Nationaux	3 000 €
PO_D7 Université d'été	35 000 €	PO_R43 Participations Université d'été	24 000 €
PO_D8 Autres manifestations, réunions		PO_R7 Subvention Université d'été	
PO_D9 Réim. Intermédiaires, Honoraires		Un monde Par Tous	13 000 €
PO_D10 Missions	500 €	Municipalisme	3 000 €
PO_D11 Déplacements BN		PO_R12 Subvention CCFD	10 000 €
PO_D12 Frais postaux, courriers	2 000 €		
PO_D13 Frais de tenue de compte, agios	600 €	PO_R10 Libéralités	
PO_D14 Logiciel Comptabilité		PO_R13 Produits exercices antérieurs	
PO_D15 Partenariat, réseaux associatifs	400 €		
PO_D16 Associations locales	500 €	PO_R11 Subvention FPH dédiée Local	2 000 €
PO_D17 Permanent	13 500 €	PO_R12 Prélèvement sur Sub. Antérieure	5 000 €
PO_D18 Redevances informatique et internet	600 €		
	75 050 €		97 000 €
Total Exercice	198 330 €	Total Exercice	199 000 €

Bilan militant – 1^{er} semestre 2020

Tribunes, pétitions et campagnes

- [Marche pour le climat : transformons nos territoires](#) - mars 2020
- [Tribune de MFRB Revenu de base](#) - mars 2020
- Tribune : Pas un euro d'argent public pour les grands pollueurs sans reconversion sociale et écologique ! - avril 2020 – Greenpeace, pas encore publiée à ce jour.
- Tribune : « [Foyers, Centres de rétention, Sans-papiers : Des mesures immédiates contre la bombe sanitaire !](#) » - avril 2020
- Tribune : [M. Macron, la république a mauvaise mine](#) - avril 2020
- Tribune : [#NousLesPremiers](#): élus, personnalités publiques ou citoyens, ils s'adressent à Emmanuel Macron pour dessiner le « monde d'après » - avril 2020
- Pétition Mouvement Utopia : « [Stop à la guerre aux pauvres ! Contre la police sanitaire, la justice sociale](#) » - avril 2020 ;
- Tribune : « [Pour une régularisation inconditionnelle et pérenne des personnes sans papiers](#) » - mai 2020
- Campagne Mouvement Utopia : « [Transport de marchandises : respecter le climat, c'est penser autrement !](#) » - mai 2020 ;
- Tribune : [Soutien à Inès Léraud](#) - mai 2020 ;
- Tribune : « [Coronavirus : faire taire les lanceurs d'alerte nuit gravement à la santé publique](#) » - mai 2020 ;
- [Le service public est notre meilleure arme](#) – juin 2020
- Appel à mobilisation : « [Sans-Papiers : si le pouvoir n'entend pas il faut crier plus fort !](#) » - juin 2020. Cet appel fait suite à la campagne "Régularisation !" porté par la Marche des Solidarités
- Tribune : « [Le Pacte pour la Transition, geste barrière contre l'inaction sociale et environnementale](#) » - juin 2020 - sera publiée le 24 juin 2020.

Conférences organisées

- **L'Amérique latine joue-t-elle avec le feu ? (janvier 2020)**

Avec Gaspard Estrada, directeur de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes à Sciences-Po Paris et Fabien Cohen, secrétaire général de l'association France Amérique Latine (FAL).

- **Troubles dans le réel : comment ré-enchanter les imaginaires ? (février 2020)**

Avec Vincent Cespèdes, philosophe.

- **Conférence sur le localisme : L'échelon local est-il la panacée ? (mars 2020)**

Avec Aurélien Bernier, Georges Gontcharoff, administrateur de l'UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local), expert en développement local et Caroline Weill, coordinatrice de la collection Passerelle à Ritimo.

- **Conférence : Crise environnementale et sanitaire : en quoi le féminisme peut-il nous aider à esquisser le monde d'après ? à distance avec la base (juin 2020)**

Avec Fatima Ben-Omar, Charlotte Marchandise et Prune Helfter-Noah.

- **Conférence : Voyage en effondrement avec les auteur.es à la base, 30 juin 2020**

Avec Valérie Garcia et Marc Pleysier.

Événements organisés

- **Lundis en commun #4 Spécial – Faire commun.e – Fearless Cities, lundi 27 avril 2020**

Programme :

- **Atelier 1** : « Care et féminisation de la politique : quels liens avec le municipalisme ? », avec Fanny Lacroix et Charlotte Marchandise
- **Atelier 2** : « Quels bilans et espoirs pour le municipalisme en France à l'issue des municipales de mars 2020 ? », avec Guillaume Gourgues et Sixtine Van Outryve.
- **Atelier 3** : « Qu'est-ce que la crise nous apprend des forces, faiblesses et défis du municipalisme ? », avec Anne-Sophie Olmos et Vincent Liegey.

Mobilisation du Mouvement Utopia

- Ouverture de la base Marseille, soutien du Mouvement Utopia.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Juin 2020

présentent

Voyages en effondrement

Un pire évitable ou une période à vivre?

par Valérie Garcia et Marc Pleysier

En librairie à partir du 12 juin 2020

Effondrement ? La récente pandémie Covid-19 a rendu plus concret l'objet de réflexion initié par cette étrange population autodéclarée collapsologue. Cette crise sanitaire mondiale sera-t-elle un accélérateur de l'effondrement de la civilisation thermo-industrielle?

Si le sujet est inquiétant, il est aussi vital et passionnant. Le foisonnement des débats et l'extension récente de cette interrogation à un plus large public le confirment. Au-delà des nouveaux spécialistes : philosophes, scientifiques, collapsologues et maintenant épidémiologistes, les auteur.es, associant enquêtes, observations de terrain, argumentations scientifiques, écopsychologie et intuitions, exposent leurs cheminements, réflexions et prévisions sur cette question.

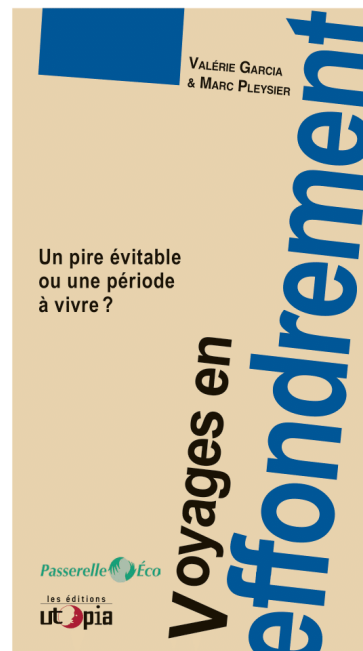
De quoi parle-t-on ? Est-ce inévitable ? Quels sont les changements prévisibles ? Quelles sont encore nos marges de manœuvre ? Est-ce que cela sera dramatique ? Pour qui ? L'effondrement a-t-il déjà commencé ? Va-t-il être brutal ou s'étaler sur plusieurs décennies ?

Mi-récit mi-essai, à la fois décalé, incisif, accessible et drôle, ce livre est la juxtaposition de plusieurs voyages simultanés : parcours intellectuels et émotionnels ; transformation de l'engagement militant ; voyage à vélo sur le thème de l'effondrement ; création et évolution de l'écolieu de vie collectif des auteur.es et enfin leur vision pour les années à venir.

L'objectif de cet ouvrage, après avoir dissipé les illusions de la transition écologique, est d'inviter à l'action afin de développer nos résiliences individuelles et collectives. Pour les auteur.es, l'effondrement, en même temps qu'une succession de catastrophes pour les humains actuels, est aussi porteur d'opportunités et de brèches où s'engouffrer.

Valérie Garcia est sophrologue et accompagnante en résilience individuelle et collective. **Marc Pleysier** est ingénieur génie mécanique et éco-constructeur.

Ils vivent à la **Ferme Légère**, un écolieu collectif rural et expérimental dans le Béarn. Depuis plusieurs années, ils sont actifs sur le thème de l'effondrement sociétal : présentations publiques, création de groupes locaux, interventions dans les médias, animation de stages, interpellation des instances politiques.



Edité en partenariat avec
Passerelle Éco

Collection «Ruptures».
Format 12X20 cm, 384 pages,
10 Euros, ISBN 978-2-919160-37-2
Version numérique : 5,99 Euros

LES ÉDITIONS UTOPIA, créées en 2010, ont pour vocation d'éditer des analyses et des propositions issues du Mouvement UTOPIA ainsi que celles d'intellectuels, de chercheurs et de personnalités politiques proches des réflexions d'UTOPIA. La ligne éditoriale est profondément ancrée dans l'écologie politique et l'altermondialisme. Pour tous renseignements, toute demande de visuels ou d'interview, merci de nous contacter.

Contacter les auteur.es: <http://voyageseneffondrement.greli.net>

Passerelle Eco: asso@passerelleeco.info

Contact presse Editions Utopia : Denis Vicherat : denis.vicherat@editions-utopia.org - 06 62 92 01 96

LES ÉDITIONS UTOPIA : contact@editions-utopia.org - www.editions-utopia.org

A propos du mini-manifeste, lettre du Burkina-Faso

2 juillet 2020

Bonjour Moudjibath,

J'ai lu avec grand intérêt ce nectar d'optimisme d'Utopia. Je parle d'optimisme parce qu'à la lecture du document j'ai senti l'espoir "d'un autre monde possible" se raviver en moi. Je n'ai rien trouvé à redire; quelques idées et pensées m'ont envahi sans plus.

Je crois que le formidable travail d'Utopia n'aura de sens que s'il est largement porté et partagé par le reste du monde. Il ne s'agit pas, je crois, de changer l'Europe ou une partie du monde mais de transformer l'humanité toute entière.

Tu connais ma motivation et mon adhésion au concept d'Utopia. Nous devons nous organiser pour porter cet idéal dans le cœur des Africains. Si une autre voie plus humaine, plus équitable et plus responsable de notre environnement était à tracer l'Afrique serait plus bonifiée que n'importe quel autre recoin de la planète.

Je suis déjà très content de savoir que des femmes et des hommes prennent conscience du danger d'un immobilisme dans une humanité dégradée et en même temps enthousiaste à l'idée de pouvoir participer à ce beau chemin de croix.

Tu transmettras mes salutations à Chantal et tout ton monde.

Bien à toi,

Lionel BILGO

Hommage à Guy Bedos

Nous avons rendu hommage à Guy Bedos dans notre lettre mensuelle de juin 2020.

mouvement
utopia
coopérative citoyenne d'éducation populaire

Juin 2020

A la une

Guy Bedos et Utopia : une belle histoire



Guy Bedos, adhérent d'honneur au Mouvement Utopia

Grâce à [Emmaüs International](#), nous avons fait la connaissance de Guy, il y a une dizaine d'années. Nous étions allés ensemble à Calais défendre **les conditions de vie insupportables des personnes migrant-es** ; il s'était également joint à nous lors de plusieurs **manifestations** à Paris pour **défendre les réfugiés** et **imaginer les contours d'une nouvelle citoyenneté universelle**.

C'est en **2016**, grâce à la co-animatrice du Mouvement de l'époque, que Guy nous a rejoint comme **adhérent d'honneur** après avoir passé 4 jours à nos côtés lors de notre Université d'Eté sur les hauteurs de Cannes. A cette occasion, il avait notamment remis avec [Edgar Morin](#), un [passeport de Citoyenneté Universelle](#) au philosophe [François Géménne](#).

Durant son séjour, Il nous avait fait l'honneur de **belles déclarations** « Toute la société devrait ressembler à Utopia », « ce que j'entends m'enchant et me séduit » à tel point qu'il nous avait même soutenu par la suite à plusieurs reprises, notamment lors d'un entretien avec Fréquence Mistral [« Guy Bedos séduit par le Mouvement Utopia »](#) et dans son dernier livre [« à l'heure où noircit la campagne »](#) ou encore sur France Inter en 2017.

Et puis, lors de l'une des soirées de l'Université d'Eté, il était monté à la tribune pour **lire un poème**, un poème d'une utopienne, Sonia Fernandez Lauro :

La France que tu connais

Mon papa m'avait dit
à moi et à mes frères
que nous allions en France, que la France était belle.
qu'elle avait une tour qui montait jusqu'au ciel
que je pourrais grimper là haut, là haut, là haut,

qu'elle avait des lumières de toutes les couleurs et
qu'en France il y avait aussi, des fruits, du pain, des gâteaux,
des chansons, des lanternes, des oiseaux, des chevaux,
des écoles et des maîtresses, des livres pour enfants,
des cordes à sauter, et des chemins tous beaux.

Mais je suis à Calais,
dans le froid, dans la pluie,
sans lanternes, sans chevaux, sans les chemins tout beaux.

Mon papa, dis-le moi :
C'est encore loin la France ?,
Est-elle encore très loin, la France que tu connais ?

Il nous avait **ému**, il nous avait fait **rire**. Nous avons conscience d'avoir **le privilège**
d'être **aux côtés d'un homme** qui avait **marqué son époque avec liberté et**
tendresse.

Merci Guy, tu nous manques déjà.

Un peu de lecture !

Dominique Bourg : « Il faut sortir de nos modes de vie consuméristes »

Libération, 28/06/2020

Face à l'urgence climatique, il est nécessaire de sortir d'une vision consensuelle de l'écologie, estime le philosophe. Il lance 35 propositions pour un «retour sur terre», dont l'instauration de quotas de consommation.

Qu'il semble déjà loin, ce «monde d'après» que l'on rêvait plus écologique. A la veille des [conclusions de la Convention citoyenne sur le climat](#) et quelques jours après un discours d'Emmanuel Macron affirmant la nécessité de la relance économique comme de l'action écologique, un frémissement semble toutefois subsister. Sera-t-il suffisant ? Non, estime le philosophe Dominique Bourg. Ancien président du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot, il a proposé (avec Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Philippe Desbrosses, Xavier Ricard Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton) pendant le confinement 35 propositions pour un *Retour sur terre*, éditées ces jours-ci aux Puf.

A lire aussi [Convention climat : 150 propositions... mais rien sur la taxe carbone](#)

Des solutions concrètes, clivantes, parfois provocatrices, et très probablement nécessaires : interdiction des paradis fiscaux, mise en place de quotas de consommation, «réempaysannement» des terres, ou encore [revenu de transition écologique](#). Convaincu de la possibilité d'entreprendre rapidement ces changements majeurs, le philosophe souligne que nous n'avons de toute façon pas le choix : nous vivons les dernières années durant lesquelles il est possible d'éviter les effets les plus dévastateurs de la crise écologique.

Discours présidentiel du 14 juin annonçant une économie «écologique», conclusion des travaux de la Convention citoyenne sur le climat dimanche, le fameux tournant du quinquennat arrive-t-il enfin ?

Dans le discours du Président, j'ai plus entendu des intonations RN sur l'identité française, la nécessité d'avaliser en bloc notre passé, qu'une incitation à écologiser la société. Produire plus comme il l'a demandé a à voir avec la compétitivité, nullement avec l'écologie. Faut-il rappeler que durant les deux premières années de son mandat, gouvernement et majorité n'ont eu cesse de détricoter le droit de l'environnement ?

Rappelons les choses, une économie écologique est une économie avec des consommations finales dégraissées en termes d'énergie et de matières, une économie qui régénère les sols, redonne sa place au vivant et au sauvage, réduit progressivement la taille des métropoles, transforme l'urbanisme, végétalise les villes et les rend vivables en dépit des étés que nous commençons à connaître, réduit fortement le trafic automobile et aérien, etc. Rassurez-vous, quand nous y serons, cela ne vous échappera pas !

Quant à la Convention citoyenne, nous verrons bien ce qu'il adviendra de ses résultats. Les soumettre «*sans filtre*» au Parlement ne garantit rien, compte tenu de la majorité qui y domine. Le problème de [ces expériences démocratiques](#), au demeurant très intéressantes, est leur articulation avec le processus de décision publique ; en l'occurrence, il n'y en a aucune, si ce n'est l'arbitraire du prince et ses promesses, quand bien même il proposerait un référendum.

J'ai par ailleurs entendu dire qu'une des propositions de la Convention pourrait être l'institution d'un médiateur pour les droits de l'environnement, comme pour les droits humains. Je viens de vous dire le sort subi par le droit en question... A ce côté brouillon, on pourrait ajouter la réforme à venir du Conseil économique, social et environnemental (Cese), où a lieu la Convention citoyenne. Lui demander d'organiser la consultation des citoyens pour construire ses avis qui sont eux-mêmes consultatifs améliorera, je n'en doute pas, la vie des Françaises et Français...

La pandémie change-t-elle quelque chose à notre appréhension des enjeux écologiques ?

Le Covid pointe le problème de la biodiversité. En la détruisant, nous entrons en contact avec les derniers refuges de la vie sauvage, et nous augmentons ainsi la probabilité de voir émerger des zoonoses. L'OMS avait déjà alerté sur ce point avec des maladies comme Ebola ou le VIH qui sont de même nature. 75% des nouvelles maladies sont des zoonoses, donc dues à notre omniprésence sur les territoires des animaux.

En revanche, la pandémie ne change pas grand-chose à la question du réchauffement climatique. La vraie rupture remonte à 2018, année où les températures inhabituelles ont permis à chacun de ressentir que dans l'hémisphère Nord, nous n'avons plus désormais qu'une saison tiède et une saison chaude. Il reste encore une toute petite fenêtre pour faire que cette dégradation ne finisse par devenir totalement insupportable et n'implique une mortalité massive, se chiffrant en centaines de millions de morts dans le monde.

Pour répondre à ces urgences, vous proposez un ensemble de mesures aussi ambitieux que clivant.

Quand Nicolas Hulot écrit, comme il l'a fait en mai [dans le Monde](#), que le «*temps est venu*» d'agir, c'est malheureusement faux ; il est déjà très tard ! Le contexte n'est plus à la simple campagne de communication : certains modèles prévoient 1,5 °C de plus en 2024 par rapport à la fin du XIX^e ! Si on suit les indications du Giec et que l'on réduit de 58% nos émissions de carbone afin de tenter de ne pas exploser les deux degrés supplémentaires après 2040, la voiture électrique ou l'avion vert ne vont pas suffire. Il faut avoir le courage de dire à ceux qui travaillent dans l'industrie automobile, dans l'aviation ou dans les énergies fossiles que le nombre d'emplois devrait diminuer dès maintenant, et pas dans dix ans. Il faut aussi réduire drastiquement la circulation automobile, l'agriculture conventionnelle, combattre les îlots de chaleur que sont devenues nos métropoles. La différence de température entre Paris centre et un lieu plus végétalisé à seulement 35 kilomètres peut aller jusqu'à 8 degrés !

A lire aussi [Le rapport glaçant du Giec](#)

Concrètement, par quoi faut-il commencer ?

Il faut sortir de nos modes de vie consuméristes. Nous ne devons plus non plus «écraser la concurrence», «travailler plus» ou «produire plus», car c'est ce qui détermine les flux de matières et d'énergies dans le monde entier et détruit l'habitabilité de la Terre. Le premier instrument que l'on propose pour réduire nos consommations de biens matériels est un système de quotas : à chaque achat, grâce à une carte à puce, vous êtes défalqué de son coût en termes d'empreinte écologique et d'empreinte carbone. C'est très égalitaire, car tout le monde dispose des mêmes quotas, contrairement à la taxe qui, même avec un système de redistribution, pénalise les plus pauvres.

Un permis à polluer individuel, en quelque sorte.

Pas un permis à polluer, mais un permis à consommer. Un tel instrument permettrait de réorienter rapidement tout l'appareil de production vers un modèle plus vertueux. En effet, pour ne pas vider vos quotas, vous irez plus facilement vers des produits composés de matières recyclées, biosourcées, produites en agroécologie, ou fabriqués localement puisque, avec moins de transport, l'empreinte carbone sera moins importante. Cela permettrait de revaloriser tous les acteurs les plus avant-gardistes, les plus éco-sociaux, et boosterait l'économie sociale et solidaire.

Ressource par ressource, il faudra donc fixer des quotas individuels. Vertigineux...

Ce qui est vertigineux, c'est la gravité de la situation écologique. Fixer ces quotas ne sera pas si compliqué : au moins dans un premier temps, on pourra les déterminer en prenant la moyenne de la consommation française, en adaptant les quantités autorisées selon le lieu où vous habitez (espaces ruraux, montagnards...) et en prenant en compte l'activité professionnelle : si vous êtes médecin, vous aurez évidemment un quota carbone professionnel. Très simple pour les achats directs d'énergie, plus complexe pour l'énergie grise *[énergie dépensée tout au long de la vie d'un produit, de sa fabrication à son recyclage, ndlr]* et l'empreinte écologique.

Comment s'articulent ces quotas avec l'idée de revenu de transition écologique (RTE), qui peut donner un pouvoir d'achat – et donc de consommation – supplémentaire ?

Ce n'est pas une prime à la consommation, contrairement à ce que pourrait entraîner la mise en place d'un revenu universel, car donner la même somme à tout le monde, c'est en effet faire exploser les consommations. Le RTE n'intervient que temporairement, et il n'est pas nécessairement versé en argent : il peut s'agir d'un prêt de terres pour faire de la permaculture dans une coopérative écologique. Comme son nom l'indique, il s'agit surtout d'accélérer la transition écologique en soutenant des projets ou des modes de consommation nouveaux, par exemple aider celles et ceux qui s'investiront dans le développement de l'agroécologie ou des low-tech.

Quel lien entre revenu de transition écologique et agriculture ?

D'ici vingt ans, de nombreux agriculteurs vont partir à la retraite, et vu le coût de la terre en France, il n'est pas possible de racheter les exploitations et de les convertir à un modèle agroécologique. Ce sont donc de grands groupes ou des pays étrangers qui risquent de racheter les terres. Pour éviter cela, il faudrait des prêts à un taux d'intérêt largement inférieur à ce que demandent aujourd'hui les

banques. Dans ce cas, le RTE est fondamental pour permettre aux agriculteurs d'acquérir les surfaces et le matériel nécessaire, et ainsi changer de modèle de production.

Sur la question agricole, vous défendez un «modèle décarboné». Comment revenir rapidement sur des décennies de mécanisation et de recours aux énergies fossiles ?

Aujourd'hui, il faut au moins 10 calories fossiles pour produire 1 calorie alimentaire, parfois 30. Cela dérègle le climat et détruit la vie : une catastrophe totale ! Mais ne soyons pas plus royalistes que le roi, l'énergie consommée par les tracteurs ne représente qu'une part réduite de cette gabegie énergétique. Quant à la permaculture, le refus de la mécanisation est dans ses principes. Le maraîchage permacole, sur une même surface, c'est dix fois plus de rendement pour vingt fois plus d'heures de travail.

Plus généralement, nous devrions connaître des exploitations plus petites et des agriculteurs plus nombreux et mieux rémunérés. Nous avons calculé qu'il serait nécessaire que 20 à 30% de la population active travaille dans ce secteur pour qu'une agriculture ayant très peu recours aux énergies fossiles se mette en place, soit une proportion similaire à celle des années 50. La bonne nouvelle, c'est qu'il y a un appétit pour cela. La contrepartie, c'est que la nourriture sera plus chère, mais nous l'assumons : mieux vaut manger sain qu'acheter plein de babioles.

Les gens sont-ils prêts à cela ?

Plus de la moitié des Français sont aujourd'hui convaincus que nous devons tendre vers la sobriété matérielle. Ce n'est pour l'instant qu'une bascule culturelle, qui ne se traduit pas dans les faits, dans les modes de consommation par exemple. Inversement, un tiers de la population s'opposera coûte que coûte à ce changement.

En France, au Brésil, aux Etats-Unis et dans le monde entier, le noyau dur des climatosceptiques ne disparaîtra pas malgré les crises que nous traversons, car ce déni est très profond et a peu à voir avec le constat des phénomènes. Et je dirais même qu'au contraire, plus le climat sera dur, plus ces irréductibles seront attachés à leurs croyances. Une écologie irénique, consensuelle, n'a donc pas de sens.

Dans la perspective de ce rapport de force, je vois d'un très bon œil [le plan de sortie de crise élaboré en commun par la CGT et Greenpeace](#), avec des organisations comme l'Unef, Attac ou les Amis de la Terre. Personne ne s'y attendait ! Je le prends comme un cadeau inespéré, car il est crucial que les forces populaires se joignent au mouvement écologique et y mêlent les questions sociales. Pour opérer ces changements, on ne peut pas s'enfermer dans un petit coin de l'échiquier politique. Nous ne pouvons nous contenter ni de l'écologie bobo ni des vieilles lunes socialo-marxistes.

[Catherine Calvet](#), [Thibaut Sardier](#)

Edgar Morin: « Nous devons vivre avec l'incertitude »

CNRS le Journal, 06.04.2020

La science est une réalité humaine qui, comme la démocratie, repose sur les débats d'idées, bien que ses modes de vérification soient plus rigoureux. Malgré cela, les grandes théories admises tendent à se dogmatiser, et les grands innovateurs ont toujours eu du mal à faire reconnaître leurs découvertes. L'épisode que nous vivons aujourd'hui peut donc être le bon moment pour faire prendre conscience, aux citoyens comme aux chercheurs eux-mêmes, de la nécessité de comprendre que les théories scientifiques ne sont pas absolues, comme les dogmes des religions, mais biodégradables...

La catastrophe sanitaire, ou la situation inédite de confinement que nous vivons actuellement : qu'est-ce qui est, selon vous, le plus marquant ?

E.M. : Il n'y a pas lieu d'établir une hiérarchie entre ces deux situations, puisque leur enchaînement a été chronologique et débouche sur une crise qu'on peut dire de civilisation, car elle nous oblige à changer nos comportements et change nos existences, au niveau local comme au niveau planétaire. Tout cela est un ensemble complexe. Si on veut l'envisager d'un point de vue philosophique, il faut tenter de faire la connexion entre toutes ces crises et réfléchir avant tout sur l'incertitude, qui en est la principale caractéristique.

Ce qui est très intéressant, dans la crise du coronavirus, c'est qu'on n'a encore aucune certitude sur l'origine même de ce virus, ni sur ses différentes formes, les populations auxquelles il s'attaque, ses degrés de nocivité... Mais nous traversons également une grande incertitude sur toutes les conséquences de l'épidémie dans tous les domaines, sociaux, économiques...

Mais en quoi ces incertitudes forment-elles, selon vous, le lien entre ces toutes ces crises ?

E.M. : Parce que nous devons apprendre à les accepter et à vivre avec elles, alors que notre civilisation nous a inculqué le besoin de certitudes toujours plus nombreuses sur le futur, souvent illusoires, parfois frivoles, quand on nous a décrit avec précision ce qui va nous arriver en 2025 ! L'arrivée de ce virus doit nous rappeler que l'incertitude reste un élément inexpugnable de la condition humaine. Toutes les assurances sociales auxquelles vous pouvez souscrire ne seront jamais capables de vous garantir que vous ne tomberez pas malade ou que vous serez heureux en ménage ! Nous essayons de nous entourer d'un maximum de certitudes, mais vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes, à travers des îlots et des archipels de certitudes sur lesquels on se ravitaille...

C'est votre propre règle de vie ?

E.M. : C'est plutôt le résultat de mon expérience. J'ai assisté à tant d'événements imprévus dans ma vie – de la résistance soviétique dans les années 1930 à la chute de l'URSS, pour ne parler que de deux faits historiques improbables avant leur venue – que cela fait partie de ma façon d'être. Je ne vis pas dans l'angoisse permanente, mais je m'attends à ce que surgissent des événements plus ou moins catastrophiques. Je ne dis pas que j'avais prévu l'épidémie actuelle, mais je dis par exemple depuis plusieurs années qu'avec la dégradation de notre biosphère, nous devons nous préparer à des catastrophes. Oui, cela fait partie de ma philosophie : « Attends-toi à l'inattendu. »

Nous essayons de nous entourer d'un maximum de certitudes, mais vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes, à travers des îlots et des archipels de certitudes sur lesquels on se ravitaille...

En outre, je me préoccupe du sort du monde après avoir compris, en lisant Heidegger en 1960, que nous vivons dans l'ère planétaire, puis en 2000 que la globalisation est un processus pouvant provoquer autant de nuisances que de bienfaits. J'observe aussi que le déchaînement incontrôlé du développement techno-économique, animé par une soif illimitée de profit et favorisé par une politique néolibérale généralisée, est devenu nocif et provoque des crises de toutes sortes... À partir de ce moment-là, je suis intellectuellement préparé à faire face à l'inattendu, à affronter les bouleversements.

Pour s'en tenir à la France, comment jugez-vous la gestion de l'épidémie par les pouvoirs publics ?

E.M. : Je regrette que certains besoins aient été niés, comme celui du port du masque, uniquement pour... masquer le fait qu'il n'y en avait pas ! On a dit aussi : les tests ne servent à rien, uniquement pour camoufler le fait qu'on n'en avait pas non plus. Il serait humain de reconnaître que des erreurs ont été commises et qu'on va les corriger. La responsabilité passe par la reconnaissance de ses erreurs. Cela dit, j'ai observé que, dès son premier discours de crise, le président Macron n'a pas parlé que des entreprises, il a parlé des salariés et des travailleurs. C'est un premier changement ! Espérons qu'il finisse par se libérer du monde financier : il a même évoqué la possibilité de changer le modèle de développement...

Allons-nous alors vers un changement économique ?

E.M. : Notre système fondé sur la compétitivité et la rentabilité a souvent de graves conséquences sur les conditions de travail. La pratique massive du télétravail qu'entraîne le confinement peut contribuer à changer le fonctionnement des entreprises encore trop hiérarchiques ou autoritaires. La crise actuelle peut accélérer aussi le retour à la production locale et l'abandon de toute cette industrie du jetable, en redonnant du même coup du travail aux artisans et au commerce de proximité. Dans cette période où les syndicats sont très affaiblis, ce sont toutes ces actions collectives qui peuvent peser pour améliorer les conditions de travail.

Sommes-nous en train de vivre un changement politique, où les rapports entre l'individu et le collectif se transforment ?

E.M. : L'intérêt individuel dominait tout, et voilà que les solidarités se réveillent. Regardez le monde hospitalier : ce secteur était dans un état de dissensions et de mécontentements profonds, mais, devant l'afflux de malades, il fait preuve d'une solidarité extraordinaire. Même confinée, la population l'a bien compris en applaudissant, le soir, tous ces gens qui se dévouent et travaillent pour elle. C'est incontestablement un moment de progrès, en tout cas au niveau national.

Je ne dis pas que la sagesse, c'est de rester toute sa vie dans sa chambre, mais ne serait-ce que sur notre mode de consommation ou d'alimentation, ce confinement est peut-être le moment de se défaire de toute cette culture industrielle dont on connaît les vices.

Malheureusement, on ne peut pas parler d'un réveil de la solidarité humaine ou planétaire. Pourtant nous étions déjà, êtres humains de tous les pays, confrontés aux mêmes problèmes face à la dégradation de l'environnement ou au cynisme économique. Alors qu'aujourd'hui, du Nigeria à Nouvelle-Zélande, nous nous retrouvons tous confinés, nous devrions prendre conscience que nos destins sont liés, que nous le voulions ou non. Ce serait le moment de rafraîchir notre humanisme,

car tant que nous ne verrons pas l'humanité comme une communauté de destin, nous ne pourrons pas pousser les gouvernements à agir dans un sens novateur.

Que peut nous apprendre le philosophe que vous êtes pour passer ces longues périodes de confinement ?

E.M. : C'est vrai que pour beaucoup d'entre nous qui vivons une grande partie de notre vie hors de chez nous, ce brusque confinement peut représenter une gêne terrible. Je pense que ça peut être l'occasion de réfléchir, de se demander ce qui, dans notre vie, relève du frivole ou de l'inutile. Je ne dis pas que la sagesse, c'est de rester toute sa vie dans sa chambre, mais ne serait-ce que sur notre mode de consommation ou d'alimentation, c'est peut-être le moment de se défaire de toute cette culture industrielle dont on connaît les vices, le moment de s'en désintoxiquer. C'est aussi l'occasion de prendre durablement conscience de ces vérités humaines que nous connaissons tous, mais qui sont refoulées dans notre subconscient : que l'amour, l'amitié, la communion, la solidarité sont ce qui fait la qualité de la vie

Alain Damasio: Coronavigation en air trouble : petite politique de la peur

Médiapart, 29 avr. 2020

Par [Alain Damasio](#)

Blog : [Le blog de Alain Damasio](#)

« Pourquoi, depuis une vingtaine d'années, d'abord par l'artefact terroriste, puis maintenant par cette pandémie, le sécuritaire s'enfonce-t-il si facilement dans le beurre de nos libertés ? De libertés aussi fondamentales que pouvoir sortir, bouger sans être géolocalisé, se réunir, manifester, tenir un rond-point, exprimer sa colère ? » Pourquoi cette orgie sécuritaire ?

Une des questions que je me pose le plus depuis le confinement, c'est ça : pourquoi, depuis une vingtaine d'années, d'abord par l'artefact terroriste (dont le nombre de morts induit est juste dérisoire, en moyenne une dizaine de meurtres par an), puis maintenant par cette pandémie, le sécuritaire s'enfonce-t-il si facilement dans le beurre de nos libertés ? De libertés aussi fondamentales que pouvoir sortir, bouger sans être géolocalisé, se réunir, manifester, tenir un rond-point, exprimer sa colère ?

Pourquoi aussi peu de résistances, d'insoumissions spontanées et durables, d'envie de défendre ces libertés qu'on détruit un peu plus à chaque d'état « d'urgence » ? Alors que précisément ces moments devraient être ceux du plus rigoureux sang-froid démocratique ?

Pourquoi on lâche, pourquoi on est si lâche ? Qu'est-ce que ça dit de notre rapport au confort, de notre statut d'animal de zoo nourri et encagé ? De nos économies de désir actuelles, de nos investissements inconscients ? De cette faculté tragique à sacrifier tout ce qui fait qu'une vie vaut vraiment d'être vécue ? Pourquoi un tel empire de la peur sur nos choix ? Un tel besoin viscéral de sécurité triste ?

J'essaie depuis 30 ans dans mes romans de répondre à ces questions. Parce qu'elles touchent pour moi au cœur de ce que j'aimerais, à l'inverse, porter : une capacité à être digne de cette grâce, de ce don sublime d'être vivant. D'être un être *vivant*. Avec sa liberté intacte, qu'accroissent et déploient nos liens soutenus avec les autres.

Je vais tenter quelques pistes. Pas de vérités. Juste des cordes à empoigner, peut-être.

- **L'altérité, source dévoyée de la peur ?**

Tout part selon moi d'un rapport à la peur.

La peur est cette émotion précieuse pour toute espèce parce qu'elle préside, à l'origine, à notre survie concrète. Elle nous sauve en nous alertant d'un danger imminent et mortel. Sauf que notre modernité, à mes yeux, l'a complètement dévoyée. En éliminant nos prédateurs et nos principales causes de mort possible, en terraformant nos espaces et en les hygiénisant, nous avons tout à la fois augmenté notre espérance de vie et abaissé notre niveau de tolérance au danger, à tout danger, même minime. Notre aptitude au courage a suivi : moins vive, moins coriace. Aujourd'hui, dans les pays développés, nos technococons sont si bien matelassés, nos conforteresses si bien protégées, notre hygiène si complète, que la moindre attaque nous paralyse puis suscite une réaction immunitaire disproportionnée. *(Et si nous aidons si peu ceux qui n'ont pas nos niveaux de confort, les exclus de nos systèmes, c'est, j'en suis convaincu, précisément parce qu'ils rappellent en nous cette sensation de menace qu'on a voulu conjurer).*

Nos biotopes physiques et numériques sont si anthropisés (nos villes) et si homogènes (notre monde digital) que tout ce qui y échappe nous inquiète. L'altérité, quelle que soit sa forme, nous apparaît comme un péril. À commencer par la « nature », qu'on éloigne et domestique. Puis par les pas-comme-nous : les étrangers ; puis les pas-comme-moi, les différents, etc.

Dans ce spectre de tout ce qui n'est pas nous, tout au bout, il y a la mort. L'altérité radicale. Complètement invisibilisée dans nos existences occidentales ! Ce virus, écrit à ce titre Norbert Merjagnan, c'est « *l'irruption de la mort dans une économie de l'attention qui s'emploie continuellement à nous en détourner. Une irruption dans une société qui ne valorise que la jeunesse dans ses pubs, dissimulant la vieillesse dégradée, qu'on place à l'écart, dans des mouchoirs et pompes à fric acronymisés EPAHD, comme on bannissait autrefois les lépreux. Irruption de la vieille faucheuse sur le devant de la scène, avec, dans l'ombre de sa cape sale, le rapport effrayé à soi et aux autres qu'elle instille.* »

Alors quand surgit le covid-19, qui va sans doute augmenter de... 5% notre mortalité en 2020 (30 000 morts de plus sur les 600 000 annuels ?), c'est la panique absolue. Trop de morts ! Trop d'altérité d'un coup, houlà ! Trop d'incertitudes ! Trop de « au cas où » partout ! Au secours ! Et la seule réponse entendable devient : « Restez chez vous, on va gérer pour vous ! ».

J'ai peut-être tort, pourtant cette historique hystérie, je ne peux m'empêcher de la trouver exagérée. Et désastreuse, pas pour nos *survies*, mais pour nos *vies*. Ce qui est plus crucial encore. Pour la beauté et l'ampleur de nos vies.

« On a beau dire 'quel malheur la mort', il aurait fallu vivre pour avoir quelque chose à perdre », dit Deleuze. « Nous vivons dans un monde plutôt désagréable, ou non seulement les gens, mais les pouvoirs établis ont intérêt à nous communiquer des affects tristes. La tristesse, les affects tristes sont tous ceux qui diminuent notre puissance d'agir. Les pouvoirs établis ont besoin de notre tristesse pour faire de nous des esclaves (...) nous persuader que la vie est dure et lourde. Les pouvoirs ont moins besoin de nous réprimer que de nous angoisser, ou, comme dit Virilio, d'administrer et d'organiser nos petites terreurs intimes ».

En cédant à la peur, on cède du même coup aux stratégies triviales des pouvoirs. On les permet et on les facilite. On leur offre un boulevard. Comme m'écrivait mon ami Léo Henry, qu'est-ce qu'on doit penser d'un monde où les seules personnes qui ont le droit de circuler en toute liberté sont des flics ?

- **« Cette sollicitude omniprésente, c'est l'aspect sous lequel l'État se présente »**

Si l'État a réagi si puissamment pour le coronavirus, ce n'est pas simplement parce que la pandémie tue, et vite. D'autres causes tuent tous les jours et aussi efficacement mais pour lesquelles, pourtant, ce même État ne va pas, ou trop peu, réagir.

Foucault le pointait avec force dès 1977 — et il faut le citer longuement tellement sa perspicacité éclaire, 40 ans plus tard, l'action de l'État face à la pandémie que nous traversons :

*« L'État qui garantit la sécurité est un État qui est obligé d'intervenir dans tous les cas où la trame de la vie quotidienne est trouée par un événement singulier, exceptionnel. Du coup, la loi n'est plus adaptée ; du coup, il faut bien ces espèces d'intervention, dont le caractère exceptionnel, extra-légal, **ne devra pas paraître du tout comme signe de l'arbitraire ni d'un excès de pouvoir, mais au contraire d'une sollicitude** [...] Ce(tte) sollicitude omniprésente, c'est l'aspect sous lequel l'État se présente. [...] Ce qui choque absolument dans le terrorisme [donc ici dans la pandémie], ce qui suscite la colère réelle et non pas feinte du gouvernement, c'est que précisément le terrorisme **l'attaque sur le plan où justement il affirmait la possibilité de garantir aux gens que rien ne leur arrivera.** [...] D'où l'angoisse provoquée par le terrorisme [la pandémie]. Angoisse chez les gouvernants. Angoisse aussi chez les gens qui accordent leur adhésion à l'État, acceptent tout, les impôts, la hiérarchie, l'obéissance parce que l'État protège et garantit contre l'insécurité. »*

Tout est dit. La sollicitude est cette réponse à la fissure du pacte de sécurité qui fonde notre attachement à l'État. Lorsqu'elle s'exprime, comme pour cette pandémie, on lui pardonne beaucoup parce qu'elle nous cajole et nous reconforte, si bien qu'on en accepte quasiment tous les abus.

- **Des vertus aérodynamiques de la peur**

J'ai toujours eu cette intuition que la mutation des régimes féodaux (moyen-âge) aux régimes disciplinaires (18-19^e) puis aux régimes de contrôle (fin 20^e) puis, enfin, aux sociétés de traces (21^e) dans lesquelles nous entrons, relevaient de l'optimisation continue d'une aérodynamique du pouvoir. À chaque étape, le pouvoir suscite des résistances qui deviennent à terme intenable ou qui rendent tellement inefficaces son exercice qu'il faut trouver une façon plus subtile, plus performante d'entrer dans les esprits et les corps, en minimisant les frottements, afin de réussir à mieux « conduire les conduites » pour reprendre l'expression de Foucault.

Collectivement, on connaît bien les effets de la peur : rien de plus contagieux que la peur. Rien de plus efficace pour souder un peuple, rien de plus performant en psychologie des foules qu'un ennemi commun. Surtout invisible.

Quand on parvient à l'introjecter, cette peur, comme pour ce confinement, lorsque crépète en nous toute une électricité de stress et d'anxiété qui vient électrocuter spasmodiquement nos existences rassises... Lorsque, par une sorte de prise de judo, on se retrouve brutalement reterritorisés sur nos intérieurs et qu'on croit s'en échapper en se déterritorisant par compensation à travers les réseaux, la viralité subie devient autant psychique et numérique que simplement physique. Davantage même. Elle est d'autant plus fluide psychiquement qu'elle est bloquée physiquement par le confinement. Nous incubons moins le Covid-19 que nous incubons l'autocensure et le stress-control. Notre PIB s'effondre parce que le vrai produit intérieur brut que nous fabriquons, c'est la peur.

Sous sa forme diffuse, qui est l'angoisse, elle se révèle donc le meilleur designer de l'aérodynamique du pouvoir. Elle fait le travail du contrôle toute seule. Surtout si, comme Barbara Stiegler le montre, on huile les ailes avec un peu de culpabilité : *« En surinvestissant le registre moral, il s'agit de produire une complète dépolitisation des questions, qui passe par l'héroïsation des soignants, l'activation de la fibre morale de tous les citoyens et la stigmatisation des mauvais Français ».*

Derrière, pour un gouvernement, il n'y a plus qu'à moissonner les couveuses, comme dans Matrix. Sortir les flics, les bidasses, les drones, les hélicos à caméra infrarouge, les amendes torrentielles et infantilissantes, qui sont les marqueurs sécuritaires que ces angoissés qu'on a fabriqués (nous) attendent et espèrent. Puis pour le reste, dire qu'on « réfléchit » à d'autres solutions, ce qui, traduit, donne : « on attend que la demande sociale de contrôle devienne suffisamment forte pour justifier les applis auto-consenties, le tracking massif des populations, le port généralisé des masques et l'interdiction de réunion, donc de toute manif possible, pour maximiser notre emprise et passer ça à terme dans le droit commun, sous l'alibi d'une pandémie qui peut toujours revenir ». Aucun complot, encore une fois. Juste une récup' bien ajustée de notre faculté à endogénéiser la peur. Et pour eux, à médiatiser sans cesse la menace et sa gestion dans le bon dosage entre foutre la trouille et rassurer. C'est d'ailleurs le storytelling de base du 20H, depuis l'invention de l'ORTF.

En passant, on détruit le code du travail (60 h par semaine, refus du droit de retrait, obligation de s'exposer...), on fait sauter tous les garde-fous sociaux, on appelle à la remobilisation générale pour le salut de l'économie, et hop, ça repart !

Donna J. Haraway invite à créer de nouveaux « liens de parenté » avec les non-humains comme avec les humains. Et appelle à la fin d'un capitalisme destructeur.

Télérama, 03/06/2020

« Je préfère être un cyborg qu'une déesse », écrivait en 1985 l'Américaine Donna J. Haraway dans le *Manifeste cyborg*. Un essai devenu culte, profondément créatif et iconoclaste, à l'image de son auteure, biologiste, philosophe, historienne des sciences, féministe et formidable raconteuse d'histoires. Aiguillonnée par l'urgence écologique, Donna J. Haraway s'est depuis détachée de la figure du cyborg, mi-humain, mi-machine, mais jamais de sa passion pour l'hybridation et la

traversée des frontières : entre sciences et philosophie, entre fiction et non-fiction, entre pensée et pratique, entre culture et nature, entre humain et animal. La preuve avec le foisonnant et jubilatoire *Vivre avec le trouble*, qui paraît ces jours-ci en France. À 75 ans, Donna J. Haraway nous y invite à faire exploser tous les carcans et à apprendre à vivre « *connecté aux autres* », humains et non-humains. Le seul chemin possible, nous explique-t-elle depuis sa maison confinée de Californie, pour penser et vivre à l'heure du désastre écologique.

Comment vivez-vous ces temps de pandémie ?

Le trouble a commencé bien avant le Covid-19. Nous vivons tous au milieu d'un monde abîmé par les extractions et les exterminations du vivant, en plein dans la sixième extinction de masse que connaît la Terre. Mais cette pandémie lui donne une nouvelle intensité, que nous expérimentons avec une disparité très perturbante. J'habite à Santa Cruz, une petite ville sur la côte californienne, avec un compagnon formidable, deux chiens, je suis entourée de verdure, je vois pousser mes légumes de printemps. Ma vie de confinée est plus isolée mais mon refuge est très agréable. Le fossé est immense entre ma situation personnelle et ma conscience de la souffrance provoquée par la maladie et le désastre économique. Plus d'un million d'Américains sont touchés par la pandémie, dont plusieurs amis et collègues ; plus de cent mille personnes en sont mortes... Ce décalage provoque un trouble profond. Mais il faut vivre avec, et tenter d'y répondre, ensemble.

Comment ?

De différentes manières ! J'enseigne par exemple l'anglais à une immigrante mexicaine. Nous lui avons fourni un ordinateur et nous l'aidons financièrement tant que durera l'urgence. Cela nous est possible — je touche une retraite de l'Université de Californie ; elle peut ainsi assurer l'école de ses filles à domicile, ses propres cours, et payer les factures. À un niveau plus collectif, certains amis, plus jeunes, font les courses pour des collègues âgés. Nous faisons aussi pression, collectivement, sur les universités afin qu'elles aident les plus précaires, étudiants, maîtres de conférences... J'utilise les réseaux sociaux comme jamais auparavant, pour m'informer, penser avec d'autres, tenter de répondre par exemple au [questionnaire](#) proposé au début de la crise du Covid par l'un de mes partenaires en matière d'anthropologie et d'art du récit, le philosophe Bruno Latour. Quelles sont les activités suspendues que nous ne voulons pas voir reprendre ? À quoi tenons-nous ? Que voulons-nous inventer ? Nous devons réfléchir, individuellement et ensemble, au monde que nous souhaitons. Sans oublier que la souffrance va s'intensifier, pour un bon moment...

« On ne peut pas s'en tenir à la peur. Perdre notre capacité à la joie, c'est perdre notre capacité à bien vivre ensemble. »

Aux États-Unis en particulier ?

Les États-Unis forment à plusieurs égards cinquante pays très différents. Certains, comme la Californie, s'en sortent mieux. Mais le gouvernement fédéral, tellement chaotique et incompétent, rend cette crise plus dévastatrice. Les inégalités se creusent comme jamais. Les immigrants sans papiers n'ont droit à aucune aide fédérale. La Californie a prévu des systèmes d'assistance, mais les républicains sont en train d'attaquer l'administration au prétexte que ces aides seraient illégales. Nous allons vers un combat judiciaire, et en attendant, les gens ont besoin d'argent ! L'époque déborde de peines auxquelles il faut tenter de remédier. Mais nous devons aussi cultiver la joie. D'ailleurs, lors de nos leçons au téléphone, je demande à mon étudiante de me raconter ce qui l'a fait rire dans la journée...

Difficile de rire quand tout s'effondre !

On ne peut pas s'en tenir à la peur. Perdre notre capacité à la joie, c'est perdre notre capacité à bien vivre ensemble. Nous avons besoin les uns des autres. L'individualisme borné n'est plus possible. Tout cela est au cœur de ce j'appelle « vivre avec le trouble » : apprendre à être véritablement présents, ici, maintenant, avec les autres. S'engager face à la crise environnementale ne signifie pas seulement en connaître les grands enjeux, mais aussi cultiver les pratiques qui nous soutiennent, concrètement. En tissant des liens les uns avec les autres, humains et non-humains. En apprenant, par exemple, à connaître et aimer les insectes pollinisateurs des plantes qui nous entourent, les microbes avec lesquels nous vivons... En développant des rituels collectifs : partager un repas et célébrer la bonne nourriture venue des marchés fermiers locaux... Vivre avec le trouble, c'est apprendre à donner et recevoir, apprendre à « vivre-avec » et « penser-avec ». Car on « devient-avec »... ou on ne devient pas.

Dans votre livre, vous vous intéressez par exemple aux collaborations avec les pigeons !

J'ai commencé à prêter attention aux pigeons à Paris, quand j'étudiais à la Fondation Teilhard de Chardin — je les croisais tous les jours en traversant le Jardin des Plantes. De fil en aiguille, je me suis intéressée aux histoires de pigeons espions, de pigeons voyageurs, de courses de pigeons, et à leurs incroyables aptitudes. Savez-vous qu'ils peuvent se reconnaître dans un miroir, comme les chimpanzés, les pies ou les enfants de plus de 2 ans, et identifier différentes personnes sur des photos ? Bien qu'ils suscitent autant d'amour que de haine, les pigeons sont une de ces espèces compagnes qui cohabitent avec le monde humain depuis des milliers d'années. Comme les chiens, les rats ou les blattes. Et nous pouvons faire équipe. Je pense au merveilleux projet d'art-activisme, *Pigeon Blog*, de l'artiste Beatriz da Costa, qui a fait coopérer pigeons, artistes, ingénieurs et colombophiles : des pigeons, équipés d'appareils électroniques, ont récolté des données inédites sur la pollution de l'air à Los Angeles. Les oiseaux n'ont pas été de simples cartes SIM mais de vrais partenaires, au cours des nombreuses séances d'essayage du matériel et d'entraînement avec les artistes-chercheurs. Et ceux-ci ont appris à s'allier avec des non-humains et à raconter de nouvelles histoires, collectives.

“Les histoires permettent de développer notre imagination et notre capacité à nous préoccuper des autres. Elles nous lient.”

Pourquoi l'art du récit est-il si important pour vous ?

Parce que retrouver des histoires oubliées, en créer de nouvelles, permet de témoigner de manières de faire qui seraient peut-être meilleures. Ce genre d'exercices est utile à la pensée collective, et peut nous aider à nous mouvoir dans la complexité. Raconter des histoires est une pratique qui m'ouvre à d'autres émotions, à d'autres expériences de vie, aux différences. Pour revenir à mon étudiante mexicaine, je lui ai demandé d'écrire des récits de son enfance à Huaca. Faire revivre ces souvenirs lui permet de les partager avec ses filles et d'assurer une continuité entre générations. Cela m'aide aussi à comprendre d'où vient sa force de caractère, pourquoi elle est devenue cette mère-là, cette voisine-là dans sa communauté, de quoi elle peut avoir besoin... Les histoires permettent de développer notre imagination et notre capacité à nous préoccuper des autres. Elles nous lient. D'où l'importance, aussi, des récits sur les arts de vivre des non-humains. Quelles interactions existent entre les abeilles et les orchidées ? Entre les fourmis et les acacias ? Que se passe-t-il quand une espèce impliquée dans la vie d'une autre disparaît de la planète ? Comment les corbeaux ou les corneilles portent-ils le deuil, celui-ci n'étant pas une spécificité humaine ? Ces

histoires sont indispensables pour prendre soin les uns des autres et cultiver les arts de bien vivre et de bien mourir ensemble.

Vous faites aussi exploser le langage, en inventant des mots, en les mixant : que signifie « bien mourir » ?

Mon cerveau passe son temps à proposer des mots, et j'attache une extrême importance à ce qu'ils fassent sens, réellement. Je ne veux pas employer le terme « vie » comme une abstraction, et cette expression de « bien vivre et bien mourir » me permet d'insister sur le fait que nous sommes des créatures douées de conscience, capables de nous projeter de façon morale dans l'avenir. Ce ne sont pas des mots nouveaux, mais une façon de les utiliser un peu différemment. Pour inviter à penser autrement notre époque qui est une déferlante d'extinctions, d'extractions, d'exterminations de formes de vie. Envers qui sommes-nous responsables ? Qui vit, qui meurt parmi les différentes bestioles qui s'agitent sur terre, dans les airs, dans l'eau ? La vie ne peut se penser sans la mort. Pourtant, nous parlons beaucoup de « bien vivre » sans réfléchir à ce que signifie « bien mourir », ni vivre avec la perte, avec les fantômes. Le chagrin est un chemin, qui conduit à comprendre que nos vies et nos morts sont entremêlées. Et que ce qui meurt ne se restaure pas.

“Ce n'est pas l'homme en tant qu'espèce qui détruit ce qu'on appelle le « système Terre ». Ce sont certains groupes humains spécifiques, en termes de classes, de races — pas uniquement des hommes blancs occidentaux ! — qui ont inventé et propagé ces modes de destruction.”

Nous ne pourrions guérir le monde, écrivez-vous, que partiellement, modestement...

Oui, car la destruction en cours est considérable. Mais il reste beaucoup à réparer, notamment par la contribution d'inventions techniques. En revanche, la foi dans les solutions techniques est vaine et dangereuse. Ceux qui sont morts ne reviendront pas, et cela inclut de nombreuses espèces et leurs modes de vie. Une fois que vous avez vidé les nappes phréatiques de la Vallée centrale, en Californie, c'est fini, en tout cas pour des milliers d'années. La Terre vit une période de destruction aiguë, que j'appelle « capitalocène ». C'est un système capitaliste de type colonial et racial, en cours depuis cinq siècles, qui dépasse la seule utilisation des énergies fossiles : le déplacement de peuples, de plantes, d'animaux, les immenses forêts rasées ont précédé la machine à vapeur... Dit autrement, il s'agit d'un système social, économique, technique, d'organisation de la vie et de la mort, auquel il faut mettre un terme, et vite ! Mais on peut aussi parler de « plantationocène », autre mot que nous avons proposé avec mes collègues Anna Tsing, Scott Gilbert et d'autres, pour désigner spécifiquement la transformation de cultures et de forêts en de vastes plantations et extractions.

Le terme d'« anthropocène », ce nouvel âge défini par l'impact des activités humaines sur les écosystèmes, ne vous convient-il pas ?

Ma principale objection est simple : ce n'est pas l'homme en tant qu'espèce qui détruit ce qu'on appelle le « système Terre » (les sciences du système Terre travaillent sur les interactions entre les différentes couches externes de la planète, mais aussi sur les conséquences des activités humaines sur celles-ci, ndlr). Ce sont certains groupes humains spécifiques, en termes de classes, de races — pas uniquement des hommes blancs occidentaux ! — qui ont inventé et propagé ces modes de destruction. Cela dit, je ne cherche pas à interdire l'usage de tel ou tel terme. Je préfère penser par additions, et voir ce que ces concepts produisent : parler d'anthropocène est-il utile pour mobiliser face à la crise climatique ? Le mot a suscité une incroyable créativité artistique, avec des performances, des pièces de théâtre, des expositions, pour sensibiliser à la crise et à la justice

climatiques. Il a aussi permis de rassembler des scientifiques pour réfléchir ensemble sur une série de grandes thématiques.

Et à quoi sert le mot « chthulucène » que vous proposez dans votre livre ?

Oh ! je m'attends à ce qu'il disparaisse vite. Je voulais qu'il serve à faire rire, et à regarder le monde autrement... Pour résumer, disons que c'est un temps-espace non linéaire, où passé, présent, futur forment comme des strates se nourrissant les unes des autres. C'est aussi une manière de dire que nous héritons de tellement d'histoires que nous devons apprendre à vivre avec, que nous sommes façonnés par elles. Et je tiens beaucoup au slogan du chthulucène : « *Faites des parents, pas des enfants !* »

“Les bébés devraient être rares et précieux ; nous ne pouvons pas faire parenté les uns avec les autres sans prendre le plus grand soin des enfants, par des systèmes sérieux de justice sociale, raciale...”

Que voulez-vous dire ?

J'aimerais que des mots comme « parent », « parentèle » ou « proche » ne s'appliquent pas qu'aux liens biologiques ; que la parenté ne soit pas limitée aux dispositifs de la famille occidentale — hétéropatriarcale ou non — et aux politiques natalistes. En anglais, le mot *relatives* (parents) ne désigne les membres d'une même famille que depuis le xviii^e siècle ; avant, il dénommait les « relations logiques ». Le fait que tous les Terriens soient des parents, au sens le plus profond, peut nous aider à élargir notre compréhension de la parenté. C'est en faisant parentèle que nous devenons. Il est d'ailleurs intéressant que le mot *kin*, autrement dit « parent » en anglais, soit lié à *kind*, qui signifie « catégorie » mais également « gentil », « attentionné » ! Cela permet d'ouvrir notre imagination : comment pourrions-nous « nous faire parents », sans nécessairement faire des bébés, par-delà la généalogie et avec une réelle sollicitude ? Les bébés devraient être rares et précieux ; nous ne pouvons pas faire parenté les uns avec les autres sans prendre le plus grand soin des enfants, par des systèmes sérieux de justice sociale, raciale... Et les parents, eux, devraient être nombreux, inattendus et tout aussi précieux. Créer de la parenté avec toutes sortes d'êtres, y compris des animaux, des plantes, est devenu urgentissime si l'on veut que la Terre soit vivable.

En disant « pas des enfants ! », vous appelez à diminuer la population humaine ?

Je refuse d'utiliser le concept de « surpopulation », aux connotations réactionnaires, racistes, néo-impérialistes. Mais j'estime indispensable de penser ensemble l'accélération démographique. Cette question est aussi cruciale que celle de la justice climatique, trop importante pour la laisser à l'extrême droite ou aux experts du développement, et pour accepter que les femmes et les hommes soient réduits à des chiffres par les politiques de contrôle des populations ! Les besoins de 7,7 à 11 milliards d'humains (prévision pour 2100) ne peuvent être couverts sans porter d'immenses atteintes aux êtres vivants, en particulier les plus fragilisés. Cette question du nombre d'humains est indissociable de celle de la « justice reproductive » : débattre de la reproduction ne peut se limiter au choix de faire, ou non, un enfant ; cela concerne aussi le pouvoir de le mettre au monde dans un environnement viable, où il pourra devenir un adulte responsable, en bonne santé. Par ailleurs, il faut souligner que ce débat est surtout urgent pour les régions du monde et les classes sociales les plus riches, dont le mode de vie épuise la Terre de manière extravagante... Voilà pourquoi je propose de détricoter les liens entre généalogie et parenté, entre parenté et espèce. Soyons créatifs et multiplions les parentés innovantes pour rendre la vie plus généreuse et prospère !

À lire

Vivre avec le trouble, de Donna J. Haraway, traduit de l'anglais (États-Unis) par Vivien Garcia, Les éditions des mondes à faire, 380 p., 28 €.

À voir

« [Habiter la Terre, penser le trouble](#) », thème du festival La Manufacture d'idées (version remaniée et sans Donna J. Haraway), du 21 au 23 août, à Hurigny (71). Conférences et débats pour mesurer ce que nous dit l'épidémie de l'état du monde, et de ses mutations (urbanisation, écosystèmes, relations avec le vivant...). Avec Bruno Latour, Vinciane Despret, Hartmut Rosa, Barbara Stiegler, Patrick Bouchain, Chloé Moglia, Frédéric Keck, Guillaume Lachenal

Le Covid-19, une maladie de l'anthropocène qui nécessite une approche de « santé globale » reposant sur la biodiversité

Michel Duru – INRAE (12 avril 2020)

« On ne peut pas résoudre un problème avec le même niveau de pensée que celle qui l'a créé » (Einstein).

La pandémie actuelle due au Covid-19, par l'ampleur de ses conséquences sanitaires, sociétales et économiques doit nous amener, au-delà de la réponse immédiate, à en chercher les causes profondes. Les scientifiques en ont identifié deux, qui agissent en synergie et questionnent nos modes de vie. Le risque de zoonose (glossaire en fin de note) a augmenté depuis les années 50 du fait de la destruction accélérée des habitats naturels. Mais à y regarder de plus près, on constate que la vulnérabilité des populations mises en contact avec un pathogène s'est aussi accrue au fur et mesure du fait de la dégradation de notre système immunitaire qui a entraîné une augmentation des maladies de « civilisation », et la montée en puissance de l'antibiorésistance. C'est la conjonction de ces deux évolutions qui, en accroissant le risque de zoonoses et de pandémies génère des effets graves sur notre santé, voire des mortalités importantes.

Il est nécessaire d'étudier les conditions environnementales du développement d'une zoonose pouvant donner lieu à une pandémie. Il est tout aussi important de prendre conscience de l'effet délétère de notre mode de vie, d'une alimentation « de type occidental » qui se généralise, que de reconnaître l'effondrement de la biodiversité dans les sols, dans les écosystèmes cultivés et naturels ou dans notre microbiote intestinal.

Nous mettons en cause la vision actuelle du monde comme sans limites de ressources, la compartimentation des politiques « en silo » qui aborde les problèmes isolément, tout autant que la croyance mirifique dans la capacité des seules nouvelles technologies à sauver le monde. Le développement de politiques systémiques est une urgence. Il pourra seul réduire non seulement le risque de futures pandémies mais aussi faire face aux conséquences catastrophiques du système agri-alimentaire, y compris dans sa dimension internationale, qui contribue pour environ 25 % au dérèglement climatique. Construire un récit autour de la santé des organismes et des populations (les Hommes, les animaux) et de leurs habitats (le sol, les écosystèmes...) peut y contribuer.

La pression sur les ressources accroît les risques de zoonoses

Si le nombre d'épidémies a été multiplié par plus de 10 entre 1940 et aujourd'hui, c'est principalement à cause de la perte de biodiversité. D'une part, la transmission des microbes est d'autant plus lente que la biodiversité dans les milieux naturels est élevée. D'autre part, l'émergence de maladies infectieuses correspond à notre emprise grandissante sur les milieux naturels. On déforeste, on met en contact des animaux sauvages chassés de leur habitat naturel avec des élevages domestiques dans des écosystèmes déséquilibrés, proches de zones périurbaines. On offre ainsi à des agents infectieux des nouvelles chaînes de transmission et de recombinaisons possibles. Comme une maladie infectieuse se transmet le plus souvent d'un animal sauvage à un animal domestique puis à l'être humain, l'explosion de l'élevage explique aussi cette augmentation. De cette façon, on ignore que l'origine de l'épidémie de Covid-19 est liée aux bouleversements que nous imposons à la biodiversité.

Une cause importante de la déforestation est l'utilisation agricole et alimentaire (soja, huile de palme) ou énergétique (huile de palme) de ces terres, soit 5 millions d'ha par an entre 2001 et 2015, principalement au Brésil et en Asie du Sud Est. Cette déforestation se fait à un rythme qui ne faiblit pas depuis 50 ans. Les plantations de palmiers à huile couvrent actuellement plus de 27 millions d'hectares de la surface de la Terre. Son faible prix sur le marché mondial et ses propriétés se prêtent à la fabrication d'aliments transformés (pizzas surgelées, biscuits, margarine...). En outre, près de la moitié de l'huile de palme importée dans l'UE est utilisée comme biocarburant, et le reste est utilisé pour l'alimentation animale et humaine. Par ailleurs, ces 50 dernières années, la production du soja a décuplé passant de 27 à 267 millions de tonnes. L'augmentation de la demande en Union européenne, et plus récemment en Chine, est à l'origine de cette croissance. Près des 3/4 du soja produit dans le monde étant utilisés pour nourrir les animaux, c'est l'augmentation de la consommation de viande qui est la cause principale de l'accroissement de la culture du soja. Dans les pays occidentaux, la consommation dépasse de beaucoup les recommandations. Ce dépassement s'est donc fait par destruction d'habitats naturels. En tant que première source d'alimentation animale au monde, le soja est devenu un élément indispensable du modèle agricole intensif, et cette évolution a été soutenue par le faible coût relatif des produits animaux issus de ce type d'élevage.

Nos modes de vie nous rendent plus sensibles aux maladies infectieuses

Régime alimentaire, environnement et maladies chroniques

Notre microbiote intestinal est un facteur clef de la santé et des maladies. Les humains et les microbes ont établi une association symbiotique au fil du temps, et les perturbations de cette association sont à l'origine de plusieurs maladies inflammatoires à médiation immunitaire (obésité, diabète, cancers, polyarthrite rhumatoïde, mais aussi, maladies du cerveau...). Une part très importante de leur pathobiologie est due à notre alimentation (excès de sucres, d'acides gras saturés, d'édulcorants, d'émulsifiants... ; manque de fibres, d'omega 3, d'anti-oxydants...), à notre environnement (perturbateurs endocriniens...), mais aussi à l'excès d'utilisation d'antibiotiques. Chez les personnes âgées, la fonctionnalité du système immunitaire décline. Mais par son alimentation, il est possible de moduler son microbiote de façon à promouvoir un vieillissement plus sain.

La réponse immunitaire innée aux virus inhibe leur réplication, favorise leur élimination, induit la réparation des tissus et déclenche une réponse immunitaire adaptative prolongée. Dans la plupart des cas, les réponses inflammatoires pulmonaires et systémiques associées aux CoV sont déclenchées par le système immunitaire inné lorsqu'il reconnaît les virus. Mais cette réponse diminue avec l'âge et les facteurs de co-morbidités. Ainsi, pour le Covid 19, certains auteurs pensent

qu'une dysbiose intestinale augmenterait les risques de complications via des métabolites médiés par le microbiote intestinal. L'analyse de la prévalence des comorbidités chez les patients infectés par le COVID-19 a permis de montrer, en Chine, en Italie et en France, que le diabète, les maladies cardiovasculaires, mais aussi l'obésité et l'hypertension, étaient un facteur de risque pour les patients sévères par rapport aux patients non graves. Ainsi, en Italie, il a été constaté que 54% des patients avaient une maladie cardiovasculaire, 35% avaient un diabète, 20% avaient un cancer actif,... Seul 1% des patients n'avaient aucune maladie ! L'analyse des premiers décès français montre une distribution similaire avec un taux de mortalité inférieur à 0,2 % pour les sujets de moins de 45 ans sans co-morbidité et un risque majeur au-delà de 80 ans avec un ou plusieurs facteurs de co-morbidité. Au 8/04, il est noté que les individus en situation d'obésité (15% de la population en France) semblent plus susceptibles de contracter le Covid 19 ; 83 % des patients en réanimation sont en surpoids.

Ces données sont d'autant plus inquiétantes pour l'avenir que deux facteurs de co-morbidité, le diabète et l'obésité, augmentent partout dans le monde. C'est lié au vieillissement, mais aussi à l'augmentation de la prévalence par classe d'âge. En France, le nombre de personnes atteintes du diabète augmente le plus vite depuis 20 ans pour la classe d'âge 45-75 ans. Le nombre de personnes atteints d'une maladie chronique (estimé par la prise en charge en tant qu'affection longue durée : ALD) est passé de 8,3 à 10,1 millions entre 2008 et 2015, soit 18% de la population. La prévalence du diabète est estimée à 5,4% en 2018, soit plus de 3,3 millions de personnes dont 42% ont moins de 65 ans. Aux États-Unis, plus de 60 % de la population adulte souffre d'au moins une maladie chronique. Il est prévu une augmentation de 54% du diabète au cours de la même période.

L'accroissement de l'utilisation des antibiotiques présente deux risques

D'une part l'usage des antibiotiques en médecine est une cause avérée de dysbiose intestinale, ce qui contribue à accroître le risque de maladies chroniques. D'autre part, leur utilisation en médecine humaine et vétérinaire contribue à l'antibiorésistance. En Europe, 33 000 personnes meurent chaque année d'infections résistantes aux antibiotiques. En France la consommation d'antibiotiques a été de 756 t en médecine humaine et de 530t en médecine vétérinaire. Si en médecine vétérinaire, le plan Antibio a permis de réduire de près de 30% leur utilisation ces 15 dernières années, mais en médecine humaine, une augmentation régulière est constatée depuis le début des années 2000. L'Italie est le grand pays européen qui utilise le plus d'antibiotiques, mais c'est aussi le pays où le plus grand nombre de décès dus à la résistance aux antibiotiques est observé.

Concernant le Covid-19, il a été observé que 10% des malades avaient une surinfection et le risque augmentait avec l'intensité des soins avec presque tous les patients traités avec une couverture antibiotique empirique pendant la phase aiguë.

Risque de pandémies et accroissement de notre vulnérabilité : deux facettes d'un même problème

Le risque de pandémie tout autant que l'accroissement de notre vulnérabilité résultent d'une réduction, voire d'un effondrement de la biodiversité, concomitamment dans plusieurs domaines et à plusieurs niveaux. Il s'agit de la biodiversité : de notre microbiote intestinal, du fait de l'occidentalisation de notre régime alimentaire ; du microbiote du système sol-plante du fait de la simplification des systèmes de culture, de l'accroissement de l'utilisation des pesticides et d'un travail du sol trop important ; des paysages, du fait de leur simplification en relation avec l'augmentation importante des surfaces des parcelles, de la réduction des infrastructures écologiques ; des écosystèmes : leur dégradation du fait de leur pollution et/ou les changements

d'utilisation des terres. Les causes étant interdépendantes ou identiques, on peut parler d'une crise systémique majeure et pas de crises multiples indépendantes (climatique, sanitaire, écologique...). C'est donc la santé de tous ces écosystèmes qu'il convient de restaurer de manière coordonnée. Pour cette raison on parle de santé unique.

En agriculture, la spécialisation et la simplification associées à l'utilisation de quantités élevées d'intrants de synthèse ont permis de s'affranchir des services fournis par la biodiversité. L'élevage des animaux domestiques a pris une place de plus en plus importante dans l'utilisation des terres et leurs produits dans l'alimentation (plus de 60% des protéines de notre alimentation proviennent des animaux), alors que leur fabrication nécessite 5 à 10 fois plus de surfaces et d'énergie et émet 5 à 10 fois plus de gaz à effet de serre. En outre, l'intensification de l'élevage a été associée jusqu'il y a peu à une importation massive de tourteaux de soja et un accroissement de l'utilisation des antibiotiques. Pour ces raisons, dans les pays occidentaux, l'élevage doit être redimensionné à la baisse et réorienté au profit des modèles les plus vertueux. Par ailleurs, la proportion élevée d'aliments ultra-transformés dans notre alimentation est un facteur de risque pour la santé. Leur fabrication mobilise souvent de l'huile de palme et nécessite l'assemblage de produits issus de plusieurs pays du monde, ce qui accroît le besoin en énergie. Ce système est donc énergivore et pas bon pour la santé. Il constitue aussi un verrou à l'utilisation de produits diversifiés issus d'une agriculture agroécologique.

L'attrait d'un nombre de plus en plus grand de consommateurs, surtout dans les zones urbaines, pour des produits prêts à manger qui se conservent longtemps favorise l'industrialisation de la transformation et de la distribution. Enfin, les accords de libre-échange internationaux favorisent la spécialisation des régions et des continents, ce qui contribue à réduire certains habitats dont la destruction favorise la propagation de virus. La mondialisation accroît ces risques, y compris du fait de l'accroissement incontrôlé des échanges dont le tourisme.

Sortir d'une vision d'un monde en silo et sans limites de ressources

Les seules solutions technologiques pour l'agriculture, l'alimentation, les chaînes de transformation et d'approvisionnement ne pourront suffire à résoudre nos maux car elles ne s'attaquent pas à leur racine : la baisse ou l'effondrement de la biodiversité. Imaginer et concevoir des systèmes résilients suppose des innovations systémiques concernant à la fois les façons de produire, transformer, distribuer et consommer couplant imagination et sobriété. Faute d'une telle vision globale, les actions par domaine et à visée seulement corrective seront insuffisantes.

Promouvoir une agriculture basée sur la biodiversité des plantes, des paysages et des organismes du sol suppose un changement de paradigme majeur en agriculture : il faut « nourrir » le sol par sa couverture permanente (y compris les arbres) afin de fournir des apports importants de carbone, de renforcer l'activité biologique et d'accéder à plus de ressources (nutriments, eau). Quant à l'élevage, il doit être vu comme un moyen d'utiliser des ressources vraiment non consommables par l'homme (prairies permanentes, déchets de l'agroalimentaire) ou comme un coproduit des cultures, ou encore comme un moyen d'apporter des nutriments spécifiques comme les acides gras indispensables qu'on ne trouve pas dans les produits végétaux (omega 3 à très longue chaîne). Ces changements doivent être concomitants à la déconcentration de l'élevage à l'échelle des fermes et des régions de façon à réduire les risques épidémiques et les impacts environnementaux dans l'air et le sol, et améliorer le bien-être animal. Ces formes d'agriculture agroécologique peuvent contribuer à réduire indirectement le risque de pandémie en : (i) diminuant la pression sur les ressources importées (arrêt du soja, moins de pétrole ou de gaz) ; (ii) réduisant les formes d'élevage les plus

intensives en termes de consommation d'antibiotiques et d'émissions dans l'environnement. La diversification des cultures est aussi un moyen de diversifier l'offre alimentaire qui est un principe de base pour une alimentation plus saine.

Promouvoir une alimentation préservant notre microbiote intestinal en passant d'une vision analytique (par aliments : viande, légumes... , ou par nutriments : lipides, glucides, fer....), à une vision élargie reposant sur les besoins de notre microbiote (assurer sa nourriture par des apports de fibres, et son bon fonctionnement par des apports suffisants en oméga 3, antioxydants..., des apports modérés de protéines animales (viande) et la réduction la plus importante possible en produits raffinés, additifs tels que les édulcorants et émulsifiants, et contaminants). Une telle vision holistique passe par la réduction de consommation de viande et de produits ultra-transformés. En outre, notre alimentation doit être issue de produits ne contribuant pas à la déforestation (beaucoup de systèmes d'élevage dépendent du soja, et dans une moindre mesure de l'huile de palme) ce qui suppose que la composition des produits soit traçable, y compris le mode d'alimentation des animaux. Ces régimes alimentaires peuvent contribuer à réduire indirectement le risque d'issues dramatiques aux pandémies en renforçant notre système immunitaire à tous les âges de la vie.

Raccourcir les chaînes d'approvisionnement pour permettre les transitions agricoles et alimentaires. Une agriculture agroécologique suppose de réviser son amont (par exemple le marché du soja, des engrais azotés et des pesticides nécessairement à la baisse, mais aussi des semences pour une diversification) et à son aval de façon à créer des filières correspondant à une diversification des espèces cultivées pour la collecte, le stockage, à la nécessité de renforcer leur traçabilité pour le consommateur. La réduction de produits ultratransformés nécessite aussi l'adaptation de l'industrie agroalimentaire, au-delà de ce qui est en cours avec le Nutriscore pour renseigner la valeur santé des aliments, mais aussi leur impact environnemental.

Écrire un nouveau récit pour refonder l'action publique

Les politiques publiques nationales et internationales doivent être plus préventives et systémiques pour traiter les maux non pas un par un, mais dans leur ensemble ; les causes étant en partie les mêmes.

Pour identifier les actions à entreprendre (accords, subventions, normes, taxes...), il convient de construire un « récit » qui donne à voir les relations entre la santé du vivant (les Hommes, les plantes et les animaux), et la santé de leurs habitats. Mais plusieurs verrous doivent être levés. Pour l'agriculture, les plans sont segmentés par problème (nitrates, biodiversité, climat, antibiotiques, écophyto, eau, biodiversité...) empêchant des changements systémiques. Dans le domaine de la santé, l'étiquetage nutritionnel ne prend en compte ni le degré de transformation des aliments, ni la présence de contaminants, ni l'impact environnemental. Il faut aussi arrêter de considérer que les problèmes (destruction d'habitats, épuisement et dégradation des ressources, maladies...) sont indépendants les uns des autres.

Avoir en tête que pour la crise actuelle, **les facteurs qui accroissent le risque de pandémie et notre vulnérabilité à ces pandémies sont pour partie les mêmes que ceux qui favorisent les maladies chroniques non transmissibles (obésité, diabète...) et nous rendent plus vulnérables aux infections !**

Enfin, il faut œuvrer pour que le système agri-alimentaire industriel arrête de traiter les aliments comme des marchandises parmi d'autres, mélangeant ainsi le prix et la valeur, alors que

l'alimentation repose aussi sur des dimensions non économiques telles que son rôle pour la santé, et comme fondement culturel important. Au contraire, considérer la nourriture comme un bien commun repose sur la revalorisation des différentes dimensions alimentaires qui sont pertinentes pour les êtres humains (valeur en usage), réduisant ainsi l'importance de la dimension échangeable (valeur en échange) qui en a fait une simple marchandise. Cela revient à promouvoir un modèle écologique pour l'agriculture, l'alimentation et la santé qui intègre les aspects matériels, biologiques, sociaux et culturels de la santé et prenne en compte la complexité et la non-linéarité de la dynamique des systèmes naturels.

Action collective et individuelle

Plusieurs initiatives d'acteurs s'inscrivent dans la transition agroécologique des systèmes alimentaires en déployant des actions allant de la production à la consommation selon les principes que nous avons identifiés. Bien que ces initiatives soient assez nombreuses, elles peinent à s'imposer car le plus souvent elles ne sont pas coordonnées, voire sont concurrentielles, ce qui rend difficile la capitalisation des acquis et le changement d'échelle pour que les impacts soient visibles. Parfois elles prennent en compte les grands principes que nous avons énoncés, mais dans d'autres cas, certains enjeux sont ignorés (l'élevage ou la santé parfois, le sol souvent).

Dans des circonstances exceptionnelles comme celles résultant du Covid 19, il y a urgence à co-construire un récit entre les acteurs des politiques publiques, les acteurs économiques et les mouvements citoyens; cette note vise à en apporter des éléments.

Glossaire

Aliments ultratransformés : aliments à très haute valeur énergétique, mais peu de fibres, et de micronutriments ;généralement peu périssables et consommables très facilement à tout moment

Antibiorésistance: phénomène qui consiste, pour une bactérie, à devenir résistante aux antibiotiques

Anthropocène: période actuelle des temps géologiques, où les activités humaines ont de fortes répercussions sur les écosystèmes de la planète (biosphère) et les transforment à tous les niveaux

Biodiversité: signifie la variabilité entre les organismes vivants de toutes origines et les complexes écologiques dont ils font partie. Concerne la diversité au sein des espèces, entre les espèces et des écosystèmes.

Comorbidité: désigne la présence de maladies et/ou divers troubles aigus ou chroniques s'ajoutant à la maladie initiale

Dysbiose intestinale : désigne un déséquilibre du microbiote intestinal.

Pandémie: Épidémie qui atteint un grand nombre de personnes dans une zone géographique très étendue

Services écosystémiques : terme qui englobe les avantages tangibles et intangibles que les êtres humains tirent des écosystèmes, qui sont parfois séparés en biens la nourriture, l'eau potable...) et services (par exemples la régulation des inondations, l'érosion des sols et les épidémies).

Zoonose: Maladie d'origine bactérienne, virale ou fongique transmissible de l'animal à l'homme.